Gouvernement du Canada Government of Canada

Ministère des Finances Canada

Canada

La revue financière
Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2014 : excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été enregistré en janvier 2014, comparativement à un excédent de 0,5 milliard en janvier 2013.

Les revenus ont augmenté de 1,2 milliard de dollars (5,1 %) en raison de la croissance de la plupart des sources de revenus. Les charges de programmes ont diminué de 0,6 milliard (2,6 %), alors que les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard (3,6 %).

D'avril 2013 à janvier 2014 : déficit budgétaire de 10,5 milliards de dollars

La période d'avril 2013 à janvier 2014 de l'exercice 2013–2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 10,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 13,9 milliards pour la même période de 2012–2013.

Les revenus ont augmenté de 8,7 milliards de dollars (4,2 %), sous l'effet de la hausse des rentrées de l'impôt sur le revenu des particuliers, de l'impôt sur le revenu des non-résidents, de la taxe sur les produits et services (TPS), des cotisations d'assurance-emploi et des autres revenus. Les charges de programmes ont augmenté de 5,6 milliards (2,9 %), en raison de la hausse des principaux transferts aux particuliers, des principaux transferts aux autres administrations et des charges de programmes directes. Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard (1,0 %).

Janvier 2014

Un excédent budgétaire de 2,2 milliards de dollars a été enregistré en janvier 2014, comparativement à un excédent de 0,5 milliard en janvier 2013.

Les revenus ont progressé de 1,2 milliard de dollars (5,1 %) pour s'établir à 25,0 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (0,7 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 0,1 milliard de dollars (2,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (48,9 %).
- Les taxes et droits d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars (9,8 %). Les revenus de TPS ont augmenté de 0,4 milliard (16,6 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 10 millions, les droits de douane à l'importation ont crû de 21 millions, et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,1 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 0,1 milliard de dollars (4,4 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (6,2 %).

Les charges de programmes ont totalisé 20,5 milliards de dollars, en baisse de 0,6 milliard (2,6 %) par rapport à l'exercice précédent.

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 29 millions de dollars (0,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,1 milliard (2,7 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 12 millions (0,7 %). Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont diminué de 0,1 milliard (4,7 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (principalement le Transfert canadien en matière de santé [TCS] et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux [TCPS]), les transferts en vertu d'accords fiscaux et autres transferts (péréquation, transferts aux territoires et un certain nombre de transferts plus modestes), les transferts aux provinces pour le compte des villes et des collectivités du Canada et l'abattement d'impôt du Québec. Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (9,4 %), en raison des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, ainsi que d'une hausse des transferts pour le compte des villes et des collectivités du Canada.
- Les charges de programmes directes comprennent les paiements de transfert aux particuliers et aux autres organisations qui ne sont pas constatés dans les principaux transferts aux particuliers ou aux autres administrations, ainsi que les autres charges de programmes directes telles que les charges de fonctionnement de la Défense nationale et des autres ministères et organismes, de même que les charges des sociétés d'État. Les charges de programmes directes ont diminué de 1,0 milliard de dollars (9,9 %) par rapport à l'exercice précédent. Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont reculé de 0,3 milliard de dollars (10,2 %), en raison surtout du calendrier des versements qui varie d'une année à l'autre.
  - Les autres charges de programmes directes ont reculé de 0,7 milliard de dollars (9,8 %), principalement en raison d'une baisse des réclamations payées.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (3,6 %).

D'avril 2013 à janvier 2014

La période d'avril 2013 à janvier 2014 de l'exercice 2013–2014 s'est soldée par un déficit budgétaire de 10,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 13,9 milliards pour la même période de 2012–2013.

Les revenus ont progressé de 8,7 milliards de dollars (4,2 %) pour s'établir à 215,6 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,3 milliards de dollars (3,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,6 milliard de dollars (2,2 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (22,2 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 1,7 milliard de dollars (4,7 %) de plus, principalement sous l'effet de la hausse de 1,7 milliard des revenus tirés de la TPS. Les rentrées des taxes sur l'énergie ont augmenté de 3 millions, celles des droits de douane à l'importation ont crû de 0,2 milliard et les autres taxes et droits d'accise ont diminué de 0,2 milliard.
- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 1,3 milliard de dollars (8,7 %), ce qui traduit la croissance de la rémunération assurable ainsi que le taux de cotisation de 2013 et de 2014, fixé à 1,88 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont progressé de 1,9 milliard de dollars (9,2 %), sous l'effet en partie du gain réalisé lors de la vente d'actions ordinaires de General Motors en septembre 2013.

Les charges de programmes ont totalisé 201,9 milliards de dollars, en hausse de 5,6 milliards (2,9 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

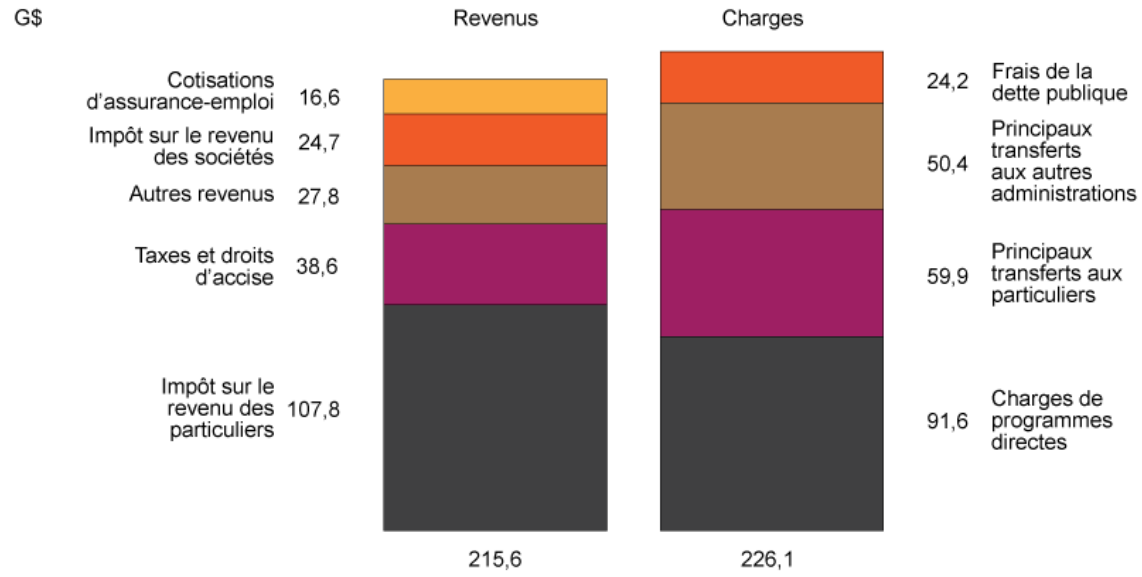
- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 1,3 milliard de dollars (2,2 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,3 milliard (3,8 %), en raison de la hausse du nombre d'aînés et de l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations

d'assurance-emploi ont diminué de 22 millions (0,2 %) et les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,1 milliard (0,5 %).

- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,8 milliard de dollars (3,6 %), sous l'effet des augmentations prévues dans la loi du TCS, du TCPS, des transferts de péréquation et des transferts aux territoires, lesquelles ont été partiellement compensées par une diminution des paiements au titre de la protection des transferts.
- Les charges de programmes directes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (2,9 %). Parmi les éléments des charges de programmes directes :
  - Les paiements de transfert ont augmenté de 3,2 milliards de dollars (12,2 %), principalement en raison de la comptabilisation d'un passif relatif à l'aide aux sinistrés par suite des inondations survenues en 2013 en Alberta.
  - Les autres charges de programmes directes ont diminué de 0,6 milliard de dollars (1,0 %).

Les frais de la dette publique ont diminué de 0,2 milliard de dollars (1,0 %).

Revenus et charges
(d'avril à décembre 2013)



Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Ressources financières de 3,4 milliards de dollars d'avril 2013 à janvier 2014

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges de l'État étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que d'autres activités, notamment le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Considérant un déficit budgétaire de 10,5 milliards de dollars et des ressources de 14,0 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2013 à janvier 2014 s'est soldée par des ressources financières de 3,4 milliards, comparativement à des besoins financiers de 22,6 milliards pour la même période l'an dernier. L'évolution des ressources ou besoins financiers par rapport à l'exercice précédent est principalement attribuable au remboursement du principal sur les actifs arrivant à échéance du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés.

Activités nettes de financement en hausse de 4,3 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières de 3,4 milliards de dollars conjointement à une augmentation de la dette contractée sur les marchés de 4,3 milliards pour accroître ses soldes de trésorerie de 7,7 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. À la fin de janvier 2014, les soldes de trésorerie s'élevaient à 32,0 milliards, soit 14,1 milliards de plus qu'à la fin de janvier 2013, ce qui traduit principalement une hausse des dépôts auprès de la Banque du Canada en vertu du plan de liquidité prudentielle du gouvernement.

Tableau 1
État sommaire des opérations
M$

	Janvier		Avril à Janvier	
	2013[1]	2014	2012-2013[1]	2013-2014
Opérations budgétaires				
Revenus	23 841	25 046	206 872	215 586
Charges				
Charges de programmes	-21 098	-20 542	-196 254	-201 881
Frais de la dette publique	-2 263	-2 345	-24 489	-24 245
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	480	2 159	-13 871	-10 540
Opérations non budgétaires	-781	3 543	-8 696	13 974
Ressources ou besoins financiers	-301	5 702	-22 567	3 434
Variation nette dans les activités de financement	-2 218	-210	27 103	4 253
Variation nette dans l'encaisse	-2 519	5 492	4 536	7 687
Encaisse à la fin de la période			17 872	32 002

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

[1] Les chiffres de la période précédente ont été redressés de manière à tenir compte des changements comptables effectués en 2013-2014 et pour rendre leur présentation conforme à celle des comptes publics du Canada de 2013.

Tableau 2
Revenus

	Janvier			Avril à Janvier		
	2013 (M$)	2014 (M$)	Variation (%)	2012-2013 (M$)	2013-2014 (M$)	Variation (%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers[1]	11 913	11 999	0,7	104 472	107 805	3,2
Impôt sur le revenu des sociétés[2]	2 824	2 885	2,2	25 289	24 728	-2,2
Impôt sur le revenu des non-résidents[3]	963	1 434	48,9	4 462	5 454	22,2
Total des impôts sur le revenu	15 700	16 318	3,9	134 223	137 987	2,8
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 232	2 602	16,6	24 303	26 038	7,1
Taxes sur l'énergie	453	463	2,2	4 533	4 536	0,1
Droits de douane à l'importation	368	389	5,7	3 331	3 555	6,7
Autres taxes et droits d'accise	449	392	-12,7	4 718	4 498	-4,7
Total des taxes et droits d'accise	3 502	3 846	9,8	36 885	38 627	4,7
Total des revenus fiscaux	19 202	20 164	5,0	171 108	176 614	3,2
Cotisations d'assurance-emploi	2 507	2 617	4,4	15 249	16 579	8,7
Autres revenus[4]	2 132	2 265	6,2	20 515	22 393	9,2
Total des revenus	23 841	25 046	5,1	206 872	215 586	4,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers.

[2] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés.

[3] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés de l'impôt sur le revenu des non-résidents.

[4] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du reclassement des intérêts dus aux contribuables, passant des autres revenus aux autres charges de programmes directes des ministères et organismes.

Tableau 3
Charges

	Janvier			Avril à Janvier		
	2013 (M$)	2014 (M$)	Variation (%)	2012-2013 (M$)	2013-2014 (M$)	Variation (%)
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	3 426	3 519	2,7	33 475	34 738	3,8
Prestations d'assurance-emploi	1 663	1 651	-0,7	14 195	14 173	-0,2
Prestations pour enfants	1 110	1 058	-4,7	10 928	10 981	0,5
Total	6 199	6 228	0,5	58 598	59 892	2,2
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 425	2 544	4,9	24 086	25 454	5,7
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	988	1 018	3,0	9 883	10 179	3,0
Total	3 413	3 562	4,4	33 969	35 633	4,9
Accords fiscaux et autres transferts	1 525	1 582	3,7	16 290	16 352	0,4
Villes et collectivités du Canada	0	232	s/o	1 858	1 968	5,9
Abattement d'impôt du Québec	-344	-348	1,2	-3 434	-3 518	2,4
Total	4 594	5 028	9,4	48 683	50 435	3,6
Charges de programmes directes						
Paiements de transfert						
Affaires autochtones et Développement du Nord	118	187	58,5	4 756	4 717	-0,8
Agriculture et Agroalimentaire	259	98	-62,2	1 235	948	-23,2
Emploi et Développement social	719	736	2,4	4 730	4 797	1,4
Affaires étrangères, Commerce et Développement	415	273	-34,2	2 229	2 235	0,3
Santé	265	244	-7,9	2 144	2 389	11,4
Industrie	165	144	-12,7	1 766	2 027	14,8
Autres	1 267	1 199	-5,4	9 552	12 512	31,0
Total	3 208	2 881	-10,2	26 412	29 625	12,2
Autres charges de programmes directes						
Sociétés d'État	899	647	-28,0	6 559	6 234	-5,0
Défense nationale	1 464	1 840	25,7	16 723	16 814	0,5
Tous les autres ministères et organismes[1]	4 734	3 918	-17,2	39 279	38 881	-1,0

Total des autres charges de programmes directes	7 097	6 405	-9,8	62 561	61 929	-1,0
Total des charges de programmes directes	10 305	9 286	-9,9	88 973	91 554	2,9
Total des charges de programmes	21 098	20 542	-2,6	196 254	201 881	2,9
Frais de la dette publique	2 263	2 345	3,6	24 489	24 245	-1,0
Total des charges	23 361	22 887	-2,0	220 743	226 126	2,4

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du reclassement des intérêts dus aux contribuables, passant des autres revenus aux autres charges de programmes directes des ministères et organismes.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers
M$

	Janvier		Avril à Janvier	
	2013	2014	2012-2013	2013-2014
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	480	2 159	-13 871	-10 540
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-715	-335	-2 695	-3 404
Autres activités d'investissement	92	7 689	-3 121	29 123
Régimes de retraite et autres passifs	596	366	4 864	4 379
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions[1]	-311	-951	-11 756	-9 471
Opérations de change	-968	-3 565	671	-9 785
Amortissement des immobilisations corporelles	525	339	3 341	3 132
Total des autres activités	-754	-4 177	-7 744	-16 124
Total des opérations non budgétaires	-781	3 543	-8 696	13 974
Ressources ou besoins financiers	-301	5 702	-22 567	3 434

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Les chiffres de l'exercice précédent ont été redressés en fonction du changement de la méthode utilisée pour consigner les revenus mensuels tirés des impôts sur le revenu des particuliers, des sociétés et des non-résidents.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement
M$

	Janvier		Avril à Janvier	
	2013	2014	2012-2013	2013-2014
Ressources ou besoins financiers	-301	5 702	-22 567	3 434
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 391	6 092	14 927	16 346
Bons du Trésor	-6 200	-9 200	10 400	-18 800
Titres au détail	22	-17	-1 350	-1 076
Autres	0	0	-11	0
Total	-2 787	-3 125	23 966	-3 530
Emprunts en devises	129	764	189	1 717
Total	-2 658	-2 361	24 155	-1 813
Réévaluation de swaps de devises	524	2 100	1 029	5 676
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-23	38	2 073	429
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	-61	13	-154	-39
Variation nette dans les activités de financement	-2 218	-210	27 103	4 253
Variation dans l'encaisse	-2 519	5 492	4 536	7 687

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif
M$

	31 mars 2013	Janvier 31 2014	Variation
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	118 744	114 010	-4 734
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	469 039	485 385	16 346
Bons du Trésor	180 689	161 889	-18 800
Titres au détail	7 481	6 405	-1 076
Total partiel	657 209	653 679	-3 530
Payable en devises	10 802	12 519	1 717
Compte de réévaluation de swaps de devises	-3 419	2 257	5 676
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-2 156	-1 727	429
Obligations découlant de contrats de location-acquisition et autre dette non échue	4 564	4 525	-39
Total de la dette non échue	667 000	671 253	4 253
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	151 667	152 412	745
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	67 301	71 076	3 775
Autres passifs	6 046	5 905	-141
Total des régimes de retraite et autres passifs	225 014	229 393	4 379
Total de la dette portant intérêt	892 014	900 646	8 632
Total des passifs	1 010 758	1 014 656	3 898
Actifs financiers			
Trésorerie et créances	124 154	136 578	12 424
Comptes d'opérations de change	58 759	68 544	9 785
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	156 482	130 470	-26 012
Total des actifs financiers	339 395	335 592	-3 803
Dette nette	671 363	679 064	7 701
Actifs non financiers	68 922	69 194	272

Dette fédérale (déficit accumulé)	602 441	609 870	7 429

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Le montant du 31 janvier 2014 inclut 3,1 milliards de dollars de revenus déclarés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État et consignés dans les autres éléments du résultat global pour la période d'avril à janvier 2014.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Nicholas Leswick au 613-995-6391.

Mars 2014

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada (2014)

Tous droits réservés

Toute demande de permission pour reproduire ce document doit être adressée au ministère des Finance Canada.

This publication is also available in English.

No de cat. : F12-4/2014F-PDF
ISSN : 1487-0134

Date de modification: 2014-03-28